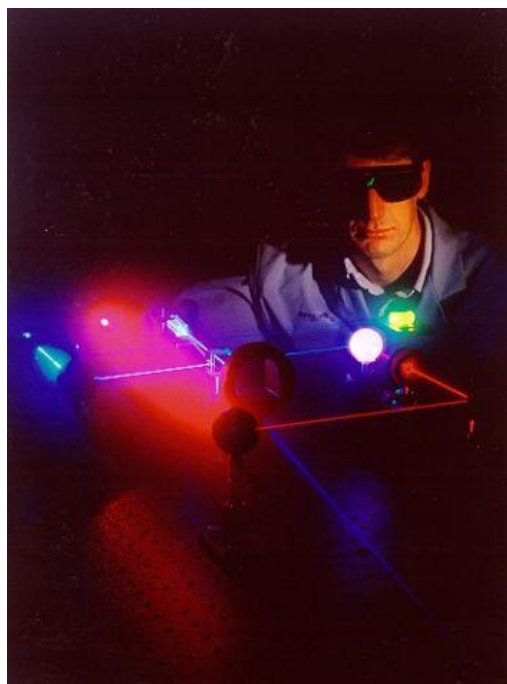


## Ligne de mire



L'innovation est le mot magique qui ouvrira les portes de la croissance économique, pense-t-on. Et bon nombre de découvertes scientifiques fondamentales, à l'image du laser, corroborent cette idée. Mais faut-il pour autant admettre sans débat que l'éducation universitaire doit être toute entière tendue vers ce seul objectif ?  
© Courtesy of SpectRx, Inc.

# Université : l'éducation ou la croissance ?

De plus en plus, l'université se voit attribuer un rôle moteur dans la croissance économique et dans la compétitivité des nations, à travers son implication dans la recherche et l'innovation scientifique et technique. Dans cette logique, les économistes Philippe Aghion et Élie Cohen ont publié fin janvier 2004, en pleine crise de la recherche française, le rapport « Education et croissance » §, qui a fait quelque bruit. Sa thèse principale est la suivante : l'avenir de l'économie reposant sur l'innovation, le système universitaire doit évoluer pour former davantage d'« innovateurs » et moins d'« imitateurs ». L'une des mesures concrètes proposées est un investissement de 0,5 point de PIB (soit environ 7,5 milliards d'euros) dans l'enseignement supérieur (voir l'encadré). Sans commenter ces propositions, Jean-François Bachelet, docteur en sociologie et auteur de « L'université impossible » ¶, fait entendre ici une voix dissonante quant à l'esprit qui guide cette analyse. Pour lui, le rapport Aghion-Cohen est un argumentaire de plus pour la marchandisation de l'université. Le débat est ouvert !...

§ P. Aghion & E. Cohen (2004) *Education et croissance*, rapport 46, Conseil d'analyse économique du Premier ministre, La Documentation française.

version pdf : <http://www.cae.gouv.fr/rapports/dl/46.pdf>

¶ J.-F. Bachelet (2003) *L'université impossible. Le savoir dans la démocratie de marché*, Editions Labor, Bruxelles.

La question, non pas tant de la réforme nécessaire ou non de l'université, mais bien de l'évolution de cette dernière et, plus largement encore, du statut du savoir dans le monde contemporain n'a guère les faveurs des médias et encore moins d'un débat public digne de ce nom. Ce n'est pas le rapport « *Education et croissance* » de **Philippe Aghion** et **Élie Cohen**, exercice de style achevé sur le thème de l'université entrepreneuriale, qui me porte à penser le contraire. Il faut croire que l'illusion soigneusement entretenue par la surabondance d'information, de vivre dans la forme la plus achevée de démocratie a fini par triompher des exigences du raisonnement critique.

J'assume un regard subjectif. En effet, je souffre d'un double handicap. D'une part, n'étant pas français, je ne peux prétendre connaître directement et avec une précision maximum la réalité universitaire, scientifique et politique de l'Hexagone ; d'autre part – et cela est probablement beaucoup plus réhibitoire par les temps qui courent – je ne suis pas économiste. Nonobstant, une expérience quotidienne de l'institution universitaire dans un pays de culture proche (la Belgique francophone), ainsi que le regard sociologique que je porte depuis quelques années sur les transformations de l'université me conduisent naturellement à réagir à la lecture de ce rapport.

*L'université up to date : une organisation utile, non seulement productrice d'idées, mais aussi et surtout productive, « innovante » et compétitive.*

J'insiste sur le mot « rapport », qui distingue ce type de travail d'une « étude ». Il y a, me semble-t-il, entre les deux termes bien plus qu'une nuance. L'étude se réfère à la réflexion, à la patience, au long cours, à la curiosité au départ désintéressée de celui qui décide de l'entreprendre. Le rapport, à l'inverse, est fonctionnel, pragmatique, concis, déterminé par un calendrier et une relative urgence, celle de répondre à la demande de commanditaires. Le passionné, l'amateur éclairé, l'intellectuel, le chercheur au sens premier du mot, étudie. Seul l'expert établit un rapport. Que l'on me pardonne de m'attarder sur ce *distinguo*, qui est une bonne représentation symbolique de l'évolution de l'université. D'un côté l'institution, ancrée dans le long terme, qui n'a d'autre justification que d'être là pour étudier le réel, alimenter le savoir, le conserver et le transmettre. De l'autre, l'université *up to date*, dans l'air du temps, en prise directe avec lui et les urgences que sa fuite inexorable génère ; une

organisation utile, non seulement productrice d'idées, mais aussi et surtout productive, « innovante » et compétitive.

Le rapport Aghion-Cohen envisage résolument l'université de ce second point de vue. Non pas d'une manière critique comme toute étude de ce nom se devrait de le faire, mais au contraire avec l'enthousiasme discret de celui qui est convaincu de détenir la vérité et qui souhaite fournir, non pas les éléments d'une réflexion de fond, mais bien les arguments d'une action prédéterminée et orientée.

## Economie et croissance

**Extraits principaux du résumé présenté à la fin du rapport, sans les commentaires critiques**

Voir <http://www.cae.gouv.fr/rapports/dl/46.pdf>

« L'éducation exerce de nombreuses fonctions dans les sociétés modernes : formation à la citoyenneté ; facteur de promotion sociale... Mais si l'éducation absorbe dans tous les pays industrialisés, et même dans ceux en voie de développement, une part aussi importante des ressources produites chaque année (7 % du PIB en France par exemple), c'est incontestablement parce qu'elle constitue un facteur essentiel de croissance. (...)

L'analyse économique du rôle de l'éducation dans la croissance met en effet en avant deux types de mécanismes. Le premier met l'accent sur l'accumulation de capital humain par les individus qui passent par le système éducatif et qui les rend plus productifs : ainsi, de nombreuses études microéconomiques ont montré qu'une année d'études supplémentaire tendait à accroître la productivité des individus dans les pays et à toutes les époques. Pour la France, le surcroît de productivité procuré par une année d'études supplémentaire s'élèverait ainsi à environ 8 %.

Un deuxième mécanisme met en jeu le progrès technique : un niveau élevé d'éducation permet ainsi d'adapter plus facilement des technologies développées par d'autres ou de développer de nouvelles technologies. De ce point de vue toutefois, les différents étages du système éducatif ne jouent pas le même rôle : imiter les technologies existantes nécessite des individus disposant d'une bonne compétence technique et professionnelle, que procure l'enseignement secondaire ou supérieur spécialisé ; innover est en revanche le fait de chercheurs, et donc met en jeu plutôt un enseignement supérieur long, plus généraliste.

Pour un pays loin de la frontière technologique, il est certainement plus rentable de croître en s'appropriant la technologie des pays les plus avancés et donc d'investir dans l'enseignement primaire et secondaire. Lorsque le pays s'est suffisamment rapproché de cette frontière technologique, les possibilités d'imitation deviennent plus limitées et il doit alors être plus rentable d'investir dans l'enseignement supérieur. Les résultats empiriques présentés dans le rapport viennent confirmer ces prédictions.

Pour la France, qui est aujourd'hui proche de la frontière technologique, cette analyse montre l'importance d'un enseignement supérieur performant. Son bon fonctionnement est même d'autant plus crucial que, lorsque s'amorce une nouvelle vague technologique, comme cela semble être le cas aujourd'hui avec l'émergence des nouvelles technologies de l'information, les possibilités d'imiter ou de mettre au point des innovations incrémentales sont plus limitées. Ce constat invite à se demander si la perte de vitesse de notre économie et de sa capacité à innover ne renverrait pas au fonctionnement de notre enseignement supérieur.

Or, l'organisation de l'enseignement supérieur en France est marquée par une double coupure : une première coupure entre les grandes écoles, chargées à leur création de la formation des élites et dotées de moyens financiers importants, et les universités d'autre part, parents pauvres du système et récupérant par défaut une majorité d'étudiants rejetés par les grandes écoles ; une deuxième coupure, entre l'enseignement, apanage des grandes écoles et des universités, et la recherche, confiée dans de nombreux domaines à des organismes ad hoc, tels que le CNRS, le CEA, le CNET, le CNES...

Les grandes écoles et les formations spécialisées que les universités ont su développer au fil du temps (IUT, DUT, etc.) fournissent ainsi les cadres dont les entreprises ont besoin, ce qui explique l'appréciation positive portée par les entreprises étrangères sur notre système de formation, mais la recherche française paie le prix de cette réussite.

Les grands organismes scientifiques, depuis que leur mission initiale a été remplie, immobilisent des moyens, freinent les redéploiements, n'irriguent pas les universités et au total contribuent à la sous-productivité du système.

L'enseignement supérieur dans son ensemble (grandes écoles comprises) ne représente en France que 1,1 % du PIB contre 2,3 % aux États-Unis ; un étudiant du supérieur (toujours grandes écoles comprises) coûte 11 % moins cher en France que dans la moyenne des pays de l'OCDE. C'est dire si, une fois déduits ceux affectés aux grandes écoles, les moyens qui restent à l'université pour irriguer la recherche sont limités. Au-delà du gaspillage humain que cela représente, la sélection par l'échec au niveau du DEUG (moins de 50 % de réussite au bout de deux ans), conséquence notamment de l'absence de sélection à l'entrée des universités, vient de plus absorber une partie des moyens dont elle dispose. (...)

**Philippe Aghion** et **Élie Cohen** se prononcent néanmoins contre une remise en cause radicale du système. D'une part en effet les résistances que cela susciterait leur semblent de nature à miner toute réforme de cette nature. D'autre part, les évolutions intervenues ces quinze dernières années montrent que la voie d'une adaptation progressive et continue est possible. En témoignent le renforcement des universités au détriment des anciennes facultés et la définition de véritables politiques d'établissements qu'a suscitées l'introduction, à la fin des années quatre-vingt, de la contractualisation entre l'État et les universités. En témoignent également le développement des cursus professionnels et, dernièrement, la réorganisation des cycles universitaires autour du système des 3-5-8 (Bac + 3, Bac + 5, Bac + 8 dit LMD). Conjugée à la mise en œuvre des crédits ECTS (*European Credit Transfer System*), cette nouvelle organisation va ainsi faciliter les passerelles entre universités européennes et les placer en concurrence croissante entre elles.

La méthode proposée suppose de jouer sur des leviers existants : utiliser la dynamique européenne pour favoriser la coopération entre universités françaises et étrangères ; encourager les universités à développer des formations qualifiantes et des diplômes professionnels dans le cadre de la formation permanente ; encourager les expériences, du type de celle menée par Sciences-Po Paris, d'intégration volontariste des élèves de milieux défavorisés ; augmenter progressivement la dotation contractuelle, liée à des projets d'établissement, au détriment de celle allouée sur la base des structures existantes (dans le cadre du système dit « SANREMO »).

Les auteurs proposent également de dégager des moyens supplémentaires (ils avancent le chiffre 0,5 % du PIB) qui seraient affectés à de nouvelles agences, destinées à introduire plus de concurrence et à inciter les acteurs à l'excellence. Une première agence, bâtie sur le modèle de l'Economic and Social Research Council au Royaume-Uni ou la National Science Foundation aux États-Unis, aurait pour mission de sélectionner les meilleurs projets de recherche sur la base d'une procédure d'un examen par les pairs (« *peer review* »), de financer des bourses post-doctorales, de financer la création de nouveaux centres de recherche et enfin d'encourager la création de réseaux, regroupements et alliances entre différentes équipes universitaires sur des sujets d'intérêt commun. Cette agence permettrait ainsi l'émergence de pôles d'excellence, aux moyens diversifiés et dont l'activité serait régulièrement évaluée. Une seconde agence aurait pour mission d'aider les universités en difficulté (universités trop petites ou à fort taux d'échec) à se restructurer.

Enfin, les auteurs réclament la mise en œuvre d'une véritable évaluation des professeurs, des enseignements et des cursus. »

## L'université guidée par la main invisible du marché ?

« *Éducation et croissance* » n'invente rien. Il n'est qu'une traduction parmi d'autres, adaptée aux spécificités franco-françaises, de cette *doxa* qui, depuis une vingtaine d'années se pose en source légitime unique de matériaux intellectuels et idéologiques pour « penser » le rôle de la science en général et de l'université en particulier. Tout responsable politique concerné de près ou de loin par l'éducation et surtout l'éducation supérieure en Europe, a lu ou commandité de tels rapports. A défaut, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque mondiale ou des groupes de pression comme l'ERT (European Round Table, Table ronde des entrepreneurs européens) n'auront pas manqué de lui fournir, chiffres à l'appui, les éclatantes démonstrations de la nécessité absolue d'adapter les systèmes d'enseignement et de recherche à la réalité.



Cours en Sorbonne

Mais de quelle adaptation et de quelle réalité parle-t-on ? Depuis l'irruption de la post-modernité dans la panoplie du prêt-à-penser occidental contemporain, beaucoup se sont persuadés qu'il n'y avait d'autre histoire que celle qui était déjà accomplie, et qu'il s'en fallait de peu pour enfin toucher au but ultime d'un monde parfait, monde dans lequel – après un dernier soubresaut dialectique dont Marx était loin de se douter – toutes les contradictions étaient résolues, toutes les oppositions étaient dépassées. Dieu est mort, la dictature du prolétariat avec lui. Qu'à cela ne tienne, la main invisible mais ferme du marché guidera désormais sans coup férir l'humanité dans ses derniers pas vers la richesse, ergo le bonheur, ce dernier dépendant bien sûr de la première.

Le titre même « *Éducation et croissance* » témoigne du fait qu'il s'agit d'un exercice de style fondé sur un postulat bien particulier : l'évolution (au sens de progrès) d'une société et le bien de ceux qui la composent dépendent en priorité de sa capacité à produire et vendre des biens (matériels ou non), et, plus précisément, davantage que ce que les autres produisent et vendent. La perspective selon laquelle la richesse et le sens de la vie pourraient être envisagés dans une perspective non-commerciale, le progrès mesuré en d'autres termes que ceux du Produit Intérieur Brut (PIB), n'est absolument pas prise en considération.

MM. **Aghion** et **Cohen** sont des experts de grande qualité. À tel point qu'ils réussissent presque à faire oublier qu'éduquer peut être autre chose qu'entraîner à produire de l'innovation technologique ou, à défaut, de trouver le moyen de vendre ce qui dans le passé obscurantiste des générations passées était considéré comme un patrimoine inaliénable : l'eau, la culture, l'enseignement... Éduquer, par delà la croissance, c'est aussi former des citoyens capables de penser librement, d'affronter leurs idées à celles des autres dans un cadre civilisé permettant la *disputatio* raisonnable et pacifique ; c'est imaginer que coopérer et se soucier du bien collectif est

*Éduquer peut-il être autre chose qu'entraîner à produire de l'innovation technologique ?*

humainement plus significatif qu'ériger le *struggle for life* et la réussite professionnelle en valeurs cardinales.

### La formation à la jungle post-moderne

Le rapport aurait pu s'intituler « Éducation et progrès » et s'interroger sur les diverses significations de ce fameux « progrès », ainsi que sur le rôle du savoir, de son partage et de sa transmission dans l'amélioration de la condition humaine. MM. **Cohen** et **Aghion** auraient été bien inspirés dans le titre de leur rapport de parler de « formation » plutôt que d'éducation. Si comme ils nous y invitent, on accepte « *la réalité d'un monde qui change* » (tiens, depuis Sumer, Rome, le Moyen Âge et la révolution industrielle, les changements n'auraient donc été qu'illusions ?), il faut naturellement tout faire pour s'y adapter. À la problématique de l'évolution de l'humanité, la science économique répond qu'on ne peut vivre nu en plein hiver.

Or dans la jungle post-moderne, il faut pour survivre bien plus qu'une éducation humaniste, bien plus qu'une culture générale ainsi que la capacité de douter et de penser librement. Dans la jungle post-moderne, il n'y a pas de temps à perdre en spéculations, en création d'utopies, en contemplation du beau, en recherche du vrai. Il faut manger avant d'être mangé ; il faut être entraîné, ambitieux. Il faut être formé à l'esprit d'entreprise dès la maternelle pour devenir plus tard un guerrier du marché libre, faisant et défaisant ses alliances en fonction d'opportunités commerciales. Dans cette perspective, l'université rêvée de **Von Humboldt**, **Fichte** et autres à l'aube du XIXe siècle apparaît plus que jamais comme une incongruité inutile et dangereuse. Quoi ? Une institution au service d'une « haute idée du savoir », une abstraction improductive et invendable ? Comment ? Dilapider l'argent public à entretenir des fonctionnaires qui enseignent des choses dont le monde de l'entreprise n'a que faire, comme la philologie, la philosophie, l'histoire de l'art ou la littérature ?

### Esprit d'entreprise

*Dans la jungle post-moderne, il n'y a pas de temps à perdre en spéculations, en création d'utopies, en contemplation du beau, en recherche du vrai. Il faut manger avant d'être mangé.*

Certes, le rapport Aghion-Cohen n'a pas été rédigé par des gens sans éducation. Les auteurs ont le sens de la mesure. Tout n'est pas à jeter dans l'université ; tout cet argent public dépensé depuis des lustres peut encore servir. Il doit surtout mieux servir. Cette amélioration va passer par la réorientation des fonctions des universités. Pour cela, il n'y pas de secret, l'institution universitaire doit réussir sa mutation. Le discours dominant actuel sur l'université enjoint cette dernière d'abjurer le fonctionnariat et d'épouser le catéchisme managérial, de réorienter ses activités dans le sens de la rentabilité, de pratiquer les évaluations, gérer ses ressources humaines ; elle doit savoir vendre et se vendre, attirer l'étudiant-client et motiver le scientifique-collaborateur en développant l'esprit d'entreprise. Bien qu'il ne se montre pas aussi radical, le rapport « *Éducation et croissance* », en se focalisant sur la justification économique de l'enseignement supérieur et de la recherche, n'en donne pas moins du grain à moudre aux tenants de la marchandisation de la science.

« *Éducation et croissance* »

porte en filigrane ce credo – qu'il est de plus en plus mal vu de contester sous peine de passer pour un dangereux arriéré post-communiste –, à savoir que les connaissances servent à créer de la richesse, que ceux qui n'en font pas ou insuffisamment sont incompetents ou mal « formés ». *Vae victis*. Il est bon de rappeler que la démocratie de marché, vue sous un autre angle que celui de la pub et du médiatiquement correct, est aussi un monde de compétition généralisée et permanente dans lequel le nombre de perdants est inversement proportionnel au nombre de gagnants. Le rapport Aghion-Cohen n'est pas aussi cynique. Je ne mets d'ailleurs pas en doute la sincérité des auteurs qui



Des étudiants s'entraînant pour la British Informatics Olympiad (BIO), à

sont probablement fermement convaincus que la création de richesses matérielles est le préalable indispensable de leur redistribution et, partant, d'une société meilleure.

Oxford. Cette université, l'une des plus anciennes d'Europe, était célèbre pour ses sciences dès le Moyen-Âge.  
© British Informatics Olympiad

Le problème réside tout d'abord, comme l'explique brillamment la sociologue **Dominique Méda** [1], dans le fait que la richesse d'une société n'est pas seulement matérielle. Ensuite, la création de richesses n'est pas liée qu'à l'innovation, qui permet d'augmenter la valeur ajoutée des produits et de gagner des parts de marché. Seule la richesse matérielle est indissociablement liée à l'accumulation. Et si le riche peut donner, par contre il ne partage guère. La grande perversion du capitalisme est que le gâteau se partage avant qu'il ne sorte du four !

### La vieille Europe sauvée par l'Amérique

Il est frappant de constater, tant dans le rapport Aghion-Cohen que dans d'autres textes [2], combien on ménage les susceptibilités nationales ou locales en expliquant en quoi l'université (française, italienne, belge...) est toujours d'une certaine façon « pleine d'atouts », mais que, malheureusement, des handicaps tels que la fonctionnarisation du personnel, le manque d'autonomie par rapport à l'État, les programmes insuffisamment adaptés (vous demandez à quoi ? Eh bien aux demandes du marché pardi !), l'administration tatillonne qui la chapeaute l'empêche de donner sa pleine mesure. Elle est tellement pleine d'atouts, l'université, qu'elle pourrait, moyennant quelques adaptations, non seulement coûter beaucoup moins cher, mais aussi rapporter bien plus.

Écoutez les experts économistes et les chefs d'entreprise. Le salut est là, de l'autre côté de l'Atlantique. Comme en 45, l'Europe sera encore une fois sauvée par l'Amérique, l'Amérique dont les universités font se pâmer chercheurs et professeurs des disciplines dites « dures » (pour les autres, le tableau est un peu différent), l'Amérique qui, on le sait maintenant, n'a pas inventé que le ketchup mais aussi la sauce bolognaise à laquelle la vieille Europe académique a accepté de se laisser accommoder.

Mais, pas plus qu'en 1945, le sauvetage ne sera désintéressé. Les bibliothèques de rêve, les laboratoires *high tech* ont un coût, celui d'une compromission avec le privé dont nombre de nos collègues canadiens soulignent les effets pervers : clivages salariaux en fonction des disciplines rentables ou non, mise à mal de la liberté académique, orientation des recherches fondamentales...

### L'urgence du débat

S'il est une chose dont doit nous convaincre le rapport « *Éducation et croissance* », c'est qu'il est effectivement urgent de tenir un débat sur l'université ; non pas les sempiternelles discussions sur le pourquoi et le comment des pseudo échecs de ses multiples réformes. Non. Un vrai débat acceptant, réclamant même, la contradiction constructive ; un débat qui porte sur le sens de l'université, la raison de son existence et avant tout sur le type de société qu'elle peut servir.

L'université est l'institution la plus ancienne du monde occidental. Plutôt que de laisser aux seuls experts le plaisir de stigmatiser son inadéquation au futur que nous mitonnent les *think tanks* libéraux, on pourrait imaginer que des esprits vraiment libres s'interrogent sur le pourquoi de cette pérennité, sur le fait que l'université a survécu et s'est développée en réussissant à travers le temps à concilier sa soumission au Prince et une vocation d'espace de liberté intellectuelle.

*Les bibliothèques de rêve, les laboratoires high tech ont un coût, celui d'une compromission avec le privé dont nombre de nos collègues canadiens soulignent les effets pervers.*

### Le savoir au-dessus du veau d'or

*L'université est en train d'être*

Est-ce cette liberté qui fait peur aux auteurs du rapport « *Éducation-croissance* » ? Est-ce cette prise de conscience vertigineuse pour eux du fait qu'une institution ait pu perdurer, des intelligences y réfléchir et étudier en plaçant la recherche, la transmission et la conservation du savoir au

*réformée en sous-traitant formateur de futurs cadres flexibles, soldats dociles de la grande guerre économique.*

dessus du Veau d'or ? Je l'ignore. Je ressens en revanche de manière très palpable le fait qu'aujourd'hui l'université, dernier bastion où la pensée libre et critique ait encore quelque valeur, est prise d'assaut, rapports d'expertise en tête, par une autre forme de pensée de nature idéologique où la raison perd pied devant la raison économique, et qui, dans le but de s'affirmer comme la seule référence d'une société, la seule aune à laquelle nous puissions mesurer nos existences, entreprend de réorienter le savoir.

L'université a longtemps été la clé de voûte d'un système éducatif dans lequel la transmission des connaissances était perçue comme un lien entre les générations, ou, mieux encore, dans la perspective du sociologue et ethnologue **Marcel Mauss** (1872-1950), comme un don associant aux idées nouvelles les normes et les valeurs qui fondent la cohérence sociale.

De nos jours, l'institution universitaire est en passe de perdre ce rôle de

« passeur ». Elle est en train d'être réformée en sous-traitant formateur de futurs cadres flexibles, soldats dociles de la grande guerre économique.

Le rapport Aghion-Cohen ne pose pas la question du savoir, pas plus qu'il n'envisage un choix de société. Il pose un postulat qui, personnellement, m'inquiète : le savoir, c'est l'argent, et l'argent, c'est le pouvoir d'action dans la compétition économique. Si l'on ne le conteste pas, on peut se demander quel idéal de l'humanité motivera donc les étudiants de l'université de demain.

Je ne tiendrai pas rigueur à MM. **Aghion** et **Cohen** de calquer leur perception du bonheur collectif d'un pays sur les courbes du CAC 40 et du NASDAQ ; en revanche, je suis passablement effrayé, d'une part, que les parlementaires censés donner un cadre légal au sens de la vie dans la Cité leur emboîtent le pas, d'autre part, que l'université elle-même se montre si timorée dans son absence de réaction, son incapacité à contredire les stéréotypes que l'Europe libérale construit pour la mettre au pas.

**Jean-François BACHELET**

Docteur en sociologie, coordinateur des Éditions de l'université de Liège

Pour contacter l'auteur  
[jean-francois.bachelet@ulg.ac.be](mailto:jean-francois.bachelet@ulg.ac.be)

[1] D. Méda (1999) *Qu'est ce que la richesse ?*, Paris, Aubier. [2] Par exemple, la Déclaration de Glion, <http://www.glion.org/?a=6202&p=1512>, l'un des principaux textes fondateurs de la réforme de l'université européenne en 1998 ; les multiples rapports de l'OCDE sur l'enseignement supérieur et universitaire ; P. Tabatoni et A. Barblan (1998) *Principes et pratique du management stratégique dans l'université, vol.1: Principes*, Association des universités européennes (CRE, aujourd'hui Association européenne de l'université, EUA), 68 p. Voir son adaptation plus récente [http://www.eua.be/eua/jsp/en/upload/Strategic\\_Manag\\_Uni\\_institutional\\_Devlpt.1069322397877.pdf](http://www.eua.be/eua/jsp/en/upload/Strategic_Manag_Uni_institutional_Devlpt.1069322397877.pdf) ; les documents UNESCO de la Conférence mondiale sur l'Enseignement supérieur en 1998 : [http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL\\_ID=1935&URL\\_DO=DO\\_TOPIC&URL\\_SECTION=201.html](http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=1935&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html).

Pour aller plus loin

#### Ouvrages

- ⌋ L.E. Weber & J.J. Duderstadt (2004) *Reinventing the Research University?*, Economica, Paris. Voir la présentation du livre: <http://www.glion.org/?a=6202&p=1520>.
- ⌋ J.F. Bachelet (2003) *L'université impossible. Le savoir dans la démocratie de marché*, Bruxelles, Labor.
- ⌋ L. Boltanski, E. Chiapello (1999) *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- ⌋ J.C. Michéa (1999) *L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes*, Castelneau-le-Lez, Climats.
- ⌋ S. Slaughter, L.L. Leslie (1999) *Academic capitalism. Politics, Policies and the Entrepreneurial University*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- ⌋ G. Chatelet (1998) *Vivre et penser comme des porcs. De l'incitation à l'envie et à l'ennui dans les démocraties-marchés*, Paris, Exils.

- | C.L. Javeau (1998) *Masse et impuissance. Le désarroi des universités*, Bruxelles, Labor.
- | M. Freitag (1995) *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Paris, La Découverte.

#### | Sites Internet

- | Association européenne de l'université (EUA)  
<http://www.eua.be/eua/>
- | International Association of Universities (IAU)  
<http://www.unesco.org/iau>
- | Maison des universités  
<http://www.amue.fr>.
- | « Comment l'Europe peut-elle maximiser le potentiel de ses universités ? », Portail EurActiv  
<http://www.euractiv.com/cgi-bin/cgint.exe/1191305-644?204&OIDN=1507614&-tt=sc>
- | Commission européenne (2003) « Communication sur le rôle des universités dans l'Europe de la connaissance », 5 février 2003,  
version pdf : [http://europa.eu.int/comm/research/consultations/pdf/university\\_fr.pdf](http://europa.eu.int/comm/research/consultations/pdf/university_fr.pdf)
- | European Research Advisory Board (Eurab) Task Force Universities (2004) « The Europe of knowledge 2020: a vision for university based research and innovation », Centre de convention de Liège, 25-28 avril 2004, version pdf  
[http://europa.eu.int/comm/research/conferences/2004/univ/pdf/univ\\_eurab\\_en.pdf](http://europa.eu.int/comm/research/conferences/2004/univ/pdf/univ_eurab_en.pdf)
- | F. Orivel (2004) « Pourquoi les universités françaises sont-elles si mal classées dans les palmarès internationaux ? », IREDU, université de Bourgogne, avril 2004,  
version pdf : <http://www.u-bourgogne.fr/IREDU/2004/04006.pdf>

© Vivant Editions – <http://www.vivantinfo.com>